

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 145 (2000)
Heft: 10

Artikel: Le général allemand Naumann devant l'Association Clauswitz... : les enseignements de l'engagement au Kosovo
Autor: Rives-Niessel, Jean
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-346065>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le général allemand Naumann devant l'Association Clausewitz...

Les enseignements de l'engagement au Kosovo

Dix-neuf démocraties, dont aucune n'avait d'intérêts matériels à défendre, ont su employer la force, 78 jours durant, pour empêcher un État de continuer à détruire une composante de sa population. Tirer la leçon des erreurs commises, dont le général Naumann se reconnaît «co-responsable», est urgent, car «un autre conflit se produira bientôt». Il ne ressemblera pas forcément à celui-ci, et il est très peu probable qu'une intervention aérienne suffise à le résoudre.¹

■ **Jean Rives-Niessel**

Pouvait-on éviter ou différer l'intervention? Le 18 janvier 1999, au cours d'une dernière réunion Clark - Naumann - Milosevic, ce dernier affirmait sa décision «de régler militairement au printemps le problème du Kosovo», en dépit des avertissements des deux autres; le Conseil atlantique en était aussitôt informé. Dans les négociations ultérieures, la Serbie s'est contentée de jeter de la poudre aux yeux. Pour l'OTAN comme pour l'UE, une absence de réaction aurait abouti à une irréparable perte de crédibilité.

Aurait-on pu ou dû intervenir plus tôt? Au Kosovo, la discrimination était en marche depuis 1989 (abolition du statut) et l'escalade de la violence a été patente à partir de mars 1998. Dès juin, Namilcom propose d'y imposer la paix et envisage une intervention terrestre, avec combats si nécessaire; il précise les possibilités et les limites à attendre de l'aviation. Ce plan, «militairement réali-

sable» pendant l'été, est rejeté par le Conseil, faute d'accord politique entre ses membres sur les moyens (100000 hommes), les risques et la durée de l'opération.

La crise, puis la guerre ont été marquées d'erreurs réciproques sur les intentions des autres acteurs. La dernière chance d'y échapper semble dater de la séance de 16 heures de discussions entre les deux généraux et Milosevic en octobre 1998: ce dernier se laisse fléchir. Il retire effectivement une partie de ses effectifs, accepte la présence d'observateurs... D'inadmissibles bravades de la part d'une UCK de retour d'Albanie le font changer d'avis. Déjà vainqueur dans trois guerres, il table sur l'irrésolution des Alliés, puis sur un veto de Moscou, pour lui laisser achever la «purification ethnique», sans risquer contre l'OTAN une autre guerre, celle qu'il se sait incapable de gagner. Malgré son erreur, il s'obstine, persuadé que quelques jours de conflit armé suffiront à exacerber les oppositions au sein de la coalition, au point de la faire

éclater; ce qui aurait pu être le cas sans le choc sur l'opinion mondiale des images de réfugiés. Dès les premières frappes, effectivement, Milosevic lance sa campagne planifiée de déportations, capable de déstabiliser la Macédoine et l'Albanie. En fait de «riposte asymétrique», on s'attendait à tout (attentats...) sauf à ces déguerpissements massifs; au point qu'en ignorant encore l'ampleur, le CICR commence par refuser l'aide aussitôt proposée par l'OTAN!

Pour Moscou, l'essentiel est d'empêcher que le Kosovo devienne un «précédent» en cas de troubles dans le Caucase (idée rendue «absurde» par les dispositions de l'Accord OTAN-Russie, «mais non atypique» de la pensée russe). Le Kremlin en profite aussi pour tester si son siège au Conseil de sécurité ne lui donne pas un certain droit indirect de veto sur les activités de l'OTAN. Lorsque seules la Chine et la Namibie envisagent de voter la résolution qu'il concocte, il la retire et, dégrisé, entre dans le jeu euro-

¹Défense nationale, février 2000, «Revue des revues».

péen pour s'entremettre auprès de Milosevic.

Côté allié, la crise aurait été mieux gérée par une équipe stable de négociateurs soucieux des avis de tous ses mandants, même les plus petits. Au lieu de quoi, on a trop «changé de chevaux en route»: OTAN, l'Amérique d'Holbrook seule, le Groupe de contact... pour revenir à l'OTAN lorsque tous les arguments diplomatiques ont été épuisés.

La guerre a duré bien davantage et exigé plus de moyens que prévu, parce que le tort était de clamer «ce qu'on ne ferait en aucun cas» (l'action terrestre), au lieu d'entretenir l'adversaire dans l'incertitude et de l'attaquer d'emblée au point le plus sensible qui, pour un dictateur, est moins son armée que les soutiens du régime: police, médias, entrepreneurs (ils le fournissent en argent), dont les installations sont vulnérables. Au lieu de cela, on a cru atteindre au plus vite et avec le minimum de pertes (en soi, contradictoire) le but politique (autonomie du Kosovo, retour au droit des gens) par une opération limitée à cette province. Ses résultats (excellents sur la défense aérienne et l'interruption des liaisons Kosovo-Serbie, bons sur le système de commandement, faibles sur des troupes dispersées et camouflées) ne suffisent pas à faire accepter par les Serbes le stationnement d'une force de maintien de la paix. L'action doit donc englober toute la Serbie et ses infrastructures, sans pouvoir empêcher la population de faire bloc autour de son président.



Un F-16 belge au décollage...

A «l'ère de l'information», la rapidité prime. Or, la nécessité d'avertir d'abord les gouvernements alliés donnait à la propagande de Milosevic 9 heures d'avance chaque jour sur le communiqué de l'OTAN, alors que servir l'antidote avant que le poison n'ait pénétré devrait être la règle. Puisque paralyser le commandement ennemi par des virus injectés dans ses banques de données est déjà techniquement possible, Saceur aurait besoin d'une «force spéciale de commandement» qui serait chargée de telles opérations, et aussi de diffuser les nouvelles en temps opportun.

Le Kosovo devrait faire prendre conscience aux responsables politiques de l'UE que les performances de ses forces, comparées aux américaines, ne souffrent pas seulement d'une différence de volume, mais aussi de nature, au point de rendre l'UE incapable d'évaluer, de décider et d'agir par elle-même. Au-delà des conséquences pour son rôle futur, cela met en danger la pérennité d'un lien

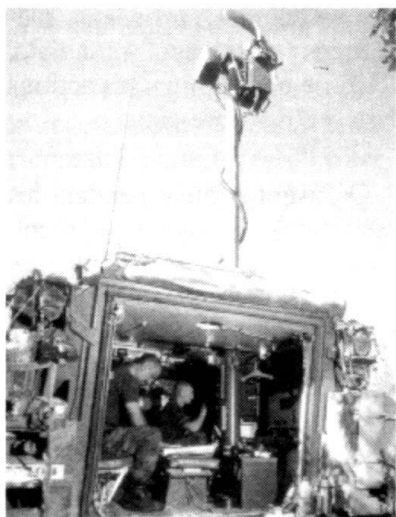
transatlantique «décisif pour la sécurité et la stabilité d'une Europe qui doit vivre durablement à proximité d'une Afrique du Nord instable et d'une Russie imprévisible». Envers les Etats-Unis, l'UE doit faire preuve de solidarité (militairement, elle n'en a pas besoin mais, politiquement, si!), puisqu'elle les attend pour l'aider à régler des problèmes européens. Désormais puissance mondiale, l'UE ne peut limiter ses actions à sa seule arrière-cour.

Or, avant comme pendant les opérations, à aucun moment, l'Europe n'a disposé d'un flux d'informations propres qui lui aurait permis d'apprécier la situation de façon indépendante. Lorsque la quasi-totalité des renseignements viennent d'une même origine, comment arriver à une évaluation autonome? En tant que commandant en chef américain, Saceur peut suivre, en temps réel, chaque projectile tiré par un de ses avions. Aucun poste de commandement européen ne dispose, et de beaucoup, d'une telle densité

d'informations. Là est le « fossé technologique »; au mieux peut-on l'empêcher de se creuser. Aussi, face à « cette pléthore américaine et cette indigence européenne », le sommet européen de Cologne a eu raison de prévoir quelques mesures prioritaires en faveur des systèmes de commandement et de renseignement.

L'UE entend avoir sa part de responsabilités opérationnelles; c'est illusoire si, dans chaque domaine, elle n'a pas quelque chose à apporter: phase initiale de toute opération, la suppression des défenses aériennes adverses repose beaucoup sur les missiles de croisière. Sauf de rares exemplaires britanniques, tous sont américains. L'UE devrait se doter d'une « force européenne de missiles de croisière », peut-être sur navires.

Autres faiblesses criantes: le potentiel en appareils de ravi-



Des soldats belges à un poste radar au Kosovo.

taillement en vol n'a pas permis d'utiliser à plein celui en avions de combat. Sans créer une autre formation multinationale, la mise en pool d'une « capacité européenne commune de ravitaillement en vol » améliorerait le rendement. Les chasseurs-bombardiers n'ont pas assez de munitions guidées à tirer de loin, les seules à pouvoir limiter des pertes amies et réduire les « dommages collatéraux ». L'aptitude au combat de nuit, la logistique nécessaire pour des déploiements hors du sol national sont insuffisantes, de même que l'interopérabilité et la standardisation: allemands, anglais et italiens, les *Tornado* n'ont que leur nom en commun.

Disposer, en plus de l'ARRC sous commandement britannique, d'un second corps d'armée d'intervention est nécessaire; et plus encore de pouvoir le déployer en 15 jours et non 40! Il faut résorber l'insuffisance criante en transport aérien, sans que ce soit au détriment de la voie maritime qui autorise des options plus variées.

Les leçons du Kosovo n'auront pas été inutiles si l'UE, en dépit de contraintes financières sévères, et probablement durables, parvient à mettre sur pied une IESD solide, capable d'agir dans l'OTAN en liaison avec les Etats-Unis; et si la Russie découvre qu'une sécurité de l'Europe n'est possible que par la coopération de tous (et non sur la base du contrôle de territoires), qu'elle est et

reste une grande puissance européenne mais que, avec un PIB de l'ordre de celui du Danemark, elle ne peut prétendre à autant d'influence que les Etats-Unis.

La coopération OTAN - Russie pourrait alors prendre un nouveau départ pour s'atteler à la tâche commune de stabiliser politiquement le Sud-Est européen, ce à quoi le conflit au Kosovo n'est pas encore parvenu: sa première phase est terminée; la seconde se poursuit, sans qu'on puisse encore dire quand et comment elle finira. Il est toutefois sûr que, sans concept valable pour la stabilité de l'ensemble des Balkans, il n'y aura pas de solution; il convient donc d'y travailler. Provisoirement, la présence de la KFOR nous en laisse le temps, mais le plus inquiétant est de ne pas voir encore poindre même l'ébauche d'un tel concept politique. « J'espère, en tout cas, que le Kosovo marque la fin de l'époque où la guerre était admise en Europe comme un moyen de la politique et que va s'ouvrir une période de coopération dans laquelle le rôle en politique étrangère et de sécurité des Etats nationaux passera progressivement à l'arrière-plan. Auquel cas, si long que reste le chemin à parcourir, on pourra dire que tout est bien qui finit bien. »

J. R-N.